

“TROUVER SA PLACE”, OUI ! Mais pas n’importe laquelle, et pas par n’importe quel moyen !

En octobre 1992, interrogé par un sociologue allemand qui enquêtait sur les banlieues, Khaled Kelkal disait qu'il avait commencé à "aller de travers" au lycée. "J'avais les capacités de réussir, mais j'avais pas ma place" répète-t-il à plusieurs reprises en dénonçant la richesse étalée des uns, la pauvreté des autres, l'injustice et le racisme. Un sentiment partagé par des dizaines de milliers de jeunes, qui vivent le chômage, la grisaille des cités, mais aussi, pour les immigrés et leurs enfants, le racisme ouvert ou voilé. En cela, Khaled Kelkal voyait juste. Mais par deux fois il a répondu faux, dans sa vie. En plongeant dans la délinquance d'abord. Il s'y est cassé les dents : une condamnation à deux ans et demi de prison (puis à quatre ans après appel). "Suivre cette route, ça ne mène nulle part", constatait-il. Mais la voie qu'il a prise ensuite, celle de l'intégrisme et de la participation à des actions terroristes, ne conduit nulle part non plus. Il en est mort, à 24 ans,

“J'avais les capacités de réussir, mais j'avais pas ma place”. Khaled Kelkal, octobre

une courte vie de galère derrière lui, quelques délits et des mois de prison à son actif, la rage au coeur et devant lui, un avenir d'assassin. Il voulait être respecté, dit-il. Mais quel respect mérite celui qui prend le risque de tuer et de mutiler des innocents par centaines dans le déraillement d'un TGV ou qui est solidaire des poseurs de bombes devant une école ? Quelle opinion de lui-même peut-il avoir ?

Reste le problème que soulevait Kelkal : "trouver sa place". Des milliers de jeunes se le posent aussi. Cette place, leur place, personne ne leur en fera la charité. Ils auront celle qu'ils sauront gagner, ensemble, quel que soit leur pays d'origine, dans le combat collectif des pauvres contre l'injustice et contre le racisme. Pas en mettant leur courage au service de ceux qui utilisent l'énergie de jeunes pour établir leur dictature.

Cinquième zone

Cinquième zone se veut le porte-parole des travailleurs et de la population qui vit dans de ce que l'on appelle aujourd'hui les banlieues et qui sont en réalité les quartiers les plus pauvres, les plus mal équipés, les plus mal desservis par les transports et autres services publics. Quartiers où la société capitaliste rejette ceux qu'elle exploite le plus, par les «petits boulots», l'interim et autres emplois précaires, ou qu'elle condamne au chômage et à la misère matérielle et morale.

Les "banlieues" sont un thème fréquemment évoqué lors des campagnes électorales, pour verser une larme hypocrite ou faire peur aux bourgeois, mais aucun parti, ni de gauche ni de droite ne peut ni ne veut répondre aux problèmes qui se posent dans les quartiers populaires. Même si ce bulletin n'est l'organe d'aucun parti politique, il se veut politique. Oui, il faut que les pauvres, les exploités fassent de la politique, leur politique. S'y refuser, c'est laisser les démagogues libres d'en faire, en notre nom et contre nous ! Et depuis quelques temps, ils sont nombreux à y prétendre.

Le gouvernement et les patrons d'abord qui, avec le chômage, les lois Pasqua, les brimades policières entretiennent l'injustice et la misère, terreau des fanatismes.

Le Pen ensuite qui fait pousser son électorat sur l'ordure raciste et qui espère un jour passer la muselière à tout le monde.

Les intégristes, enfin, qui utilisent le désespoir qui règne dans les banlieues dans le but d'y étendre le voile de leur dictature obscurantiste.

Les catégories les plus pauvres de la population, particulièrement celle des banlieues, veulent, elles, une vie décente et digne. Ce droit, personne ne leur en fera l'aumône. Ce n'est qu'en luttant contre tous les oppresseurs et toutes les oppressions qu'elles le gagneront.

TERRORISME ET POLICE

Après la mort de Khaled Kelkal, le ministre de l'Intérieur, Jean-Louis Debré prétendait qu'un coup décisif avait été porté aux terroristes : selon lui, le "réseau Kelkal" était impliqué dans tous les attentats de ces derniers mois. Cela n'a pas empêché que le jour même de l'enterrement du jeune de Vaulx-en-Velin, treize passants étaient blessés par l'explosion d'une bouteille de gaz à Paris, près de la station de métro Maison blanche, le même nom que celui de l'endroit, dans les monts du lyonnais, où Kelkal avait été tué une semaine plus tôt.

En réalité, Debré et tous les moyens policiers sont impuissants à enrayer la vague de violence qui menace. Au contraire. Les contrôles d'identité à répétition et leurs humiliations, le quadrillage de certains quartiers, les logements systématiquement dévastés dans les foyers soupçonnés d'héberger des islamistes, la multiplication des expulsions d'étrangers en situation irrégulière ou pas, les conditions dans lesquelles Kelkal a été "fini", risquent de pousser certains jeunes dans les bras de l'obscurantisme islamiste.

La lutte contre le terrorisme ne peut être uniquement affaire de police. Elle est indissociable de la lutte que les jeunes et les moins jeunes des banlieues doivent entreprendre pour reconquérir leur droit à une vie digne. Elle est inséparable de la lutte que, tous, nous devons mener contre le racisme et l'extrême-droite. Elle est la lutte pour la libération des classes opprimées.

ON VIT UNE EPOQUE FORMIDABLE

Sarah Balabagan, une jeune philippine musulmane de 16 ans, immigrée aux Emirats arabes unis et employée comme domestique a été condamnée à mort par un Tribunal islamique. Son crime ? Elle avait tué son patron qui l'avait violée. D'abord condamnée à sept ans de prison, elle a été rejugée à la demande des fils du violeur à qui la loi islamique permet de "refuser leur pardon" et d'exiger un nouveau procès. Elle est aujourd'hui promise à la pendaison.

Son procès en appel aura lieu le 30 octobre.

Le petit cadeau de Juppé à son fils (un rabais de 1 000 francs par mois sur son loyer) a provoqué des commentaires indécentes. A les en croire, Juppé se serait collé un scandale sur le dos pour une peccadille.

C'est vrai dans une certaine mesure : la somme en question ne représente qu'une misère à côté de ce que, semble-t-il, certains de ses anciens petits camarades de gouvernement, Michel Noir et Alain Carignon par exemple, se sont mis dans la poche. Mais c'est aussi oublier un peu vite que ces "malheureux mille francs" représentent presque la moitié du revenu mensuel d'un million de RMistes, ceux-là

même qu'un ministre de Juppé veut contrôler plus étroitement car il les soupçonne de tricher et de vivre aux frais du contribuable. 1 000 francs, ce n'est rien quand on a tout. C'est tout quand on n'a rien. Dans le milieu de Juppé, on ne s'en rend même pas compte.

Un jeune immigré clandestin s'est tué en tentant de s'échapper du centre de rétention de Vincennes où il était détenu en attendant son expulsion. Il a fait une chute de plusieurs mètres en escaladant un mur. La nouvelle, donnée en quelques mots à la radio, n'a même pas été reprise par la suite. Quelqu'un qui, aux yeux de la loi, n'existait pas, est mort. Quelle importance ? Les cours de la Bourse, eux, passent toutes les heures.

La France est généreuse : le montant total annuel de son "aide" à l'Algérie est de cinq milliards de francs. Des capitaux qui, dans la plupart des cas ne quittent pas Paris mais aboutissent directement dans la poche des industriels et des hommes d'affaires français qui se chargent d'expédier en Algérie diverses marchandises dont, probablement, beaucoup d'armes.

La France est très généreuse. Le parlement français vient de décider la reprise d'une partie du passif du Crédit lyonnais, l'une des principales banques du pays. Il en coûtera 135 milliards de francs au contribuable.

*Quelqu'un
qui n'existait
pas est mort.
Quelle
importance ?*